

Communication de Monsieur Pierre Labrude



Séance du 18 décembre 2015



L'École supérieure de pharmacie de Nancy pendant la Première Guerre mondiale : un bilan d'activité très positif

Au moment où la France mobilise, l'École de pharmacie de Nancy est l'une des trois écoles supérieures que compte notre pays dans cet ordre d'enseignement ; c'est une faculté qui n'en porte pas le nom et dont l'une des caractéristiques est de ne pas dépendre de la Faculté de médecine. Sa situation la place, depuis son transfèrement à Nancy en 1872, à proximité de la frontière. Elle va aussi, pendant tout le conflit, se trouver très proche du front, ce qui ne l'empêchera pas de fonctionner aussi bien que possible au bénéfice de la Nation.

En dépit de son rang et de son indépendance, c'est pourtant une école de modeste importance, avec peu de cadres, une petite vingtaine seulement (quatre professeurs, deux chargés de cours magistraux, un agrégé, trois chargés de cours complémentaires, quatre chefs de travaux pratiques, cinq préparateurs et quelques collaborateurs techniques)^[1], et un nombre restreint d'élèves, vingt-neuf en 1914, alors qu'il y en a à ce moment trente à Nantes et trente-sept à Rennes qui ne sont que des écoles de plein exercice^[2]. L'École est installée en pleine ville, rue de la Ravinelle, et elle bénéficie d'un immeuble récent, qui a été construit pour elle et qui lui est propre.

Contrairement à ce que l'on pourrait penser, l'École va rester ouverte pendant presque toute la durée du conflit. Elle assurera toutes ses missions du temps de paix : enseignement, examens et collation des grades, accueil des

doctorants et soutenance des thèses, recherche scientifique et rédaction de publications et d'ouvrages, en plus de la participation effective de ses membres à l'effort de guerre par les recherches que certains effectuent en plus de leur activité strictement militaire. La commémoration du centenaire de la Grande Guerre est l'occasion de s'intéresser à cette activité de l'École, qui n'a pas fait l'objet d'études et de publications jusqu'à présent.

La mobilisation

L'appel et le rappel de ceux qui sont mobilisés prend effet le dimanche 2 août 1914, premier jour de la mobilisation. Les mobilisés rejoignent le corps ou la structure auquel ils sont affectés, dans l'armée active pour les plus jeunes, c'est-à-dire les préparateurs (en d'autre terme les assistants), dans la réserve de l'armée active pour la plupart des cadres, dans l'armée territoriale pour le professeur Favrel et l'agrégé Girardet, et enfin dans l'armée auxiliaire pour Hollande qui, en raison de sa santé déficiente, n'appartient pas à la réserve^[3].

Il est cependant très important de préciser, dès à présent, que pendant toute la durée du conflit, toutes les affectations pédagogiques de tous les personnels de l'École, quelque soit leur grade, et même celles des étudiants délégués dans les fonctions de préparateurs, et quelque soit leur affectation militaire, à Nancy ou hors de Nancy, sont maintenues par le ministre et par le recteur. Il faut saluer l'action du recteur Adam qui a tout fait pour que l'Université puisse continuer à fonctionner aussi bien que possible, y associer celle du préfet Mirman et, bien sûr, dans le cas présent, celle du directeur de l'École, le professeur Bruntz.

Cette mobilisation de masse ne laisse sur place qu'un professeur âgé, Guérin, qui est aussi le pharmacien en chef de l'hôpital civil, notre actuel hôpital central, et qui va y servir jusqu'à son décès brutal le 10 mai 1917 ; un chef de travaux, Roche, qui va diriger le service de stérilisation de l'hôpital auxiliaire n° 101 qui s'installe dans les locaux du lycée, notre actuel lycée *Henri-Poincaré* ; et enfin Jacquot, membre du personnel technique et faisant fonction de préparateur, compétent en radiologie et qui devient le chef du service de radiologie de cet hôpital qui n'est pas situé loin de l'École.

Heureusement, des affectations locales, en particulier dans les hôpitaux de Nancy pour les professeurs Grélot et Bruntz et pour les chargés de cours Lavielle et Sartory, et dans ceux de Toul, pour Favrel, Girardet et Vernier, tempèrent cette situation. Le commandement sait, avec intelligence, autoriser des arrangements - assurer les cours et les travaux pratiques pendant les moments de loisir ! - qui permettent la poursuite des enseignements, dans des conditions cependant difficiles, à des élèves mobilisés et dans des situations diverses. Presque tous les élèves sont en effet partis aux armées, souvent dans

le Service de santé en qualité d'infirmiers ou de brancardiers, pour certains dans les armes, principalement dans l'infanterie qui compte initialement le plus grand nombre de formations et de combattants.

L'enseignement

La documentation disponible montre que, pendant les cinq années que dure la guerre, puisque l'année universitaire 1918-1919 est commencée au moment de l'Armistice et que la plupart des élèves mobilisés ne sont rendus à la vie civile que dans le courant de l'année 1919, les enseignements prévus par les programmes sont presque tous assurés. Les quelques manques sont dus à une impossibilité pour le recteur et le directeur à disposer sur place d'une personne susceptible d'assurer le service. C'est ainsi que des difficultés sont rencontrées en parasitologie pour laquelle le chargé de cours, Hollande, est affecté à Chambéry, ville dont il est originaire, pour les travaux pratiques de cette discipline et pour ceux de bactériologie, et enfin pour les herborisations. Cela ne représente cependant que relativement peu de disciplines, mais c'est regrettable pour la bactériologie, qui prend alors une grande importance.

Un tel résultat est obtenu grâce au dévouement des titulaires de ces charges en temps de paix lorsqu'ils sont affectés à proximité, comme Vernier qui se trouve à Toul, grâce aussi aux autres enseignants de l'École qui acceptent d'assurer des enseignements dans des disciplines qui ne sont pas les leurs, comme Laviolle qui fait l'effort de professer la chimie organique ou Girardet la pharmacie chimique ou la pharmacie galénique... L'École a enfin recours à des personnes venues à Nancy dans le cadre de leur affectation militaire. C'est le cas de Marguery^[4], professeur à l'École de médecine et de pharmacie de Nantes, qui enseigne l'hydrologie au cours de l'année 1916-1917, et de Lasseur, engagé volontaire et affecté au laboratoire de bactériologie de l'hôpital militaire *Sédillot*, qui y rencontre Bruntz et Sartory, devient leur collaborateur, et se passionne pour la discipline, à un point tel et avec une telle compétence qu'il lui est demandé d'assurer l'enseignement de bactériologie et d'hygiène en 1916-1917 et 1917-1918. Après le conflit, Lasseur suivra le cursus des études pharmaceutiques, il obtiendra le diplôme de pharmacien et il deviendra peu après professeur de microbiologie^[5] à l'École devenue faculté en 1920 ! Enfin, au cours de ces mêmes années, Roche n'ayant pas été reconduit dans ses fonctions de chef de travaux, l'École a recours aux services de Férée, chef de travaux à la Faculté des sciences, pour assurer les travaux pratiques où la compétence en chimie est nécessaire, ceux de chimie et d'analyse chimique, mais aussi ceux de toxicologie, de chimie biologique, et même ceux de pharmacie galénique^[6].

Une autre activité d'enseignement concerne la mycologie avec le cours public et les expositions qui sont organisées dans le cadre de la *Société lorraine de mycologie*. Celle-ci a été fondée en 1911 par le directeur de l'École de l'époque, le professeur Godfrin. L'enseignement a été repris par Sartory qui, pendant la guerre, ne peut s'y consacrer chaque année puisqu'après une affectation à Nancy, il est muté à Paris. De ce fait, le cours est suspendu en 1915-1916. Néanmoins, comme la guerre et les restrictions des approvisionnements conduisent la population à rechercher d'autres sources alimentaires, et que les champignons sont responsables d'intoxications et de fréquents décès, l'École est amenée à organiser une exposition de champignons le 1^{er} octobre 1916. Deux mille personnes la visitent et deux cents espèces y sont identifiées. Cette manifestation est alors reconduite chaque année^[7]. En janvier 1916, Sartory reçoit le prix *Perrou* de l'Académie de médecine pour ses travaux sur les champignons vénéneux et ses essais de traitement des intoxications. Il réussit par ailleurs à rédiger au cours du conflit plusieurs monographies sur les champignons.

La récolte des plantes médicinales, qui connaît aussi un développement, pose des problèmes qui peuvent être similaires à celle des champignons. Aussi un comité central est-il créé par des décrets d'avril 1918. Cette instance décide de faire constituer des comités régionaux. Le comité lorrain est présidé à partir du 6 juillet par le professeur Bruntz dont c'est la spécialité universitaire. Il organise des excursions botaniques aux environs de Nancy avec les enfants des écoles et les orphelins. Plus de trois cents kilogrammes de plantes sont ainsi récoltés au cours de cette année^[8].

La promotion de pharmaciens reçus en 1913 avait été importante avec dix-huit diplômés et celle de 1914 en compte neuf. Chacune des années de la guerre comporte des diplômés^[9], même si deux d'entre elles n'en présentent que peu : trois diplômés en 1915, vingt-quatre en 1916 (peut-être une sorte de rattrapage avec des élèves qui auraient dû terminer en 1915), quinze en 1917, quatre seulement en 1918 et dix-huit en 1919 car certains élèves mobilisés, pourtant en fin d'études, ne sont pas disponibles plus tôt.

Les activités étrangères à l'enseignement et à la guerre

En période "normale", une École de pharmacie a d'autres missions que celles liées à l'enseignement et à la recherche. Elle doit en effet organiser, sous l'autorité du préfet du département où elle siège et pour les départements qui lui sont rattachés, les trois départements lorrains et la Haute-Marne ici, l'inspection annuelle des pharmacies, des dépôts de médicaments des médecins et des vétérinaires, et celle des fabriques et dépôts d'eaux minérales. Les professeurs et les personnels enseignants permanents s'y emploient sous l'autorité du directeur,

chacun d'entre eux étant chargé de l'inspection pour un arrondissement. Le conflit conduit bien sûr à un accroissement des charges de ceux qui sont sur place et qui s'y emploient en plus de leurs autres activités^[10].

L'École a aussi le droit d'exercer des activités d'analyse à titre officiel en signant des contrats avec des entreprises. C'est ainsi qu'elle continue à réaliser les analyses des eaux thermales de Nancy au profit de la société *Nancy Thermal* avec laquelle elle a signé deux contrats le 29 avril 1914, l'un relatif à la surveillance de la source du parc *Sainte-Marie* et l'autre à la réalisation des analyses chimiques et biologiques de l'établissement thermal^[11]. L'administration fait aussi appel à elle pour le contrôle des denrées alimentaires et la répression des fraudes, le personnel du service compétent étant très réduit par suite de la mobilisation de nombre de ses membres. En 1917, Gillot, préparateur à l'École et pharmacien aide-major de 2^{ème} classe, est désigné par le préfet pour exercer la fonction d'agent de prélèvement dans le département de Meurthe-et-Moselle^[12].

La participation à l'effort de guerre

Elle se traduit d'abord par la mise à disposition de l'Armée, des locaux et des laboratoires de l'École. Le plus emblématique, dans un premier temps, est le laboratoire d'enseignement de pharmacie industrielle^[13], bien équipé et alors unique en France, qui sert immédiatement à préparer des médicaments au profit du Service de santé militaire. Ce laboratoire avait été créé plusieurs années avant le conflit par le professeur Favrel et le professeur agrégé Girardet, aidés du professeur Grélot. Une photographie montre Girardet en uniforme dans ce laboratoire. L'École est aussi amenée à mettre ses autoclaves à la disposition du service de stérilisation de l'hôpital auxiliaire installé dans le lycée et, compte tenu de la place prise par cet établissement, elle prête pendant toute la durée de la guerre, un amphithéâtre et une salle de travaux pratiques pour accueillir deux classes de lycéens. L'amphithéâtre sert aux enseignements destinés aux officiers de la défense contre les avions pendant l'été^[14].

Par ailleurs, plusieurs services des armées s'installent dans l'École avec souvent à leur tête des professeurs mobilisés. C'est ainsi qu'elle abrite simultanément ou successivement le laboratoire régional de bactériologie (de la XX^{ème} région) en mars 1916, dirigé par le professeur Bruntz, directeur de l'École ; le laboratoire de chimie et de répression des fraudes du professeur Favrel au cours du même mois ; le service pharmaceutique de la Place en août 1916 ; l'annexe du centre médico-légal que dirige le pharmacien-major Varenne, un de ses anciens élèves, de mai à décembre 1917 ; le service des examens du contrôle postal (professeur Favrel) en 1918, et enfin à deux reprises un centre d'instruction d'élèves candidats au grade de pharmacien auxiliaire.

Ce grade a été recréé à destination des pharmaciens le 30 septembre 1915^[15]; il équivaut à celui d'adjudant et existe aussi pour les médecins. Il est destiné aux élèves en pharmacie, qui ne sont donc pas diplômés et qui de ce fait ne peuvent pas accéder au grade d'aide-major. Son but est de pouvoir utiliser leurs compétences pharmaceutiques et chimiques, voire médicales puisque certains d'entre eux, comme l'étudiant nancéien Henri Cordebar^[16], sont en effet nommés "faisant fonction de médecin auxiliaire"^[17], et de les employer plus rationnellement et plus fructueusement que comme brancardiers ou infirmiers.

Un premier stage, d'une durée de trois mois (du 5 septembre au 30 novembre), a lieu dans les locaux de l'École en 1917 au profit de vingt élèves issus de différentes facultés mixtes et écoles. L'examen d'aptitude a lieu à Paris et presque tous les candidats sont reçus. Un second stage, avec soixante-quatre élèves, débute le 25 mars 1918. Il est malheureusement interrompu une semaine après son commencement, par suite du déclenchement de l'offensive allemande du printemps 1918^[18].

Pour leur part, les membres du personnel enseignant reçoivent aussi, selon leur rang et leur ancienneté, un grade s'échelonnant d'aide-major de 2^{ème} classe (sous-lieutenant) à major de 1^{ère} classe (commandant). Il s'agit d'abord de promotions liées à leur ancienneté, souvent importante, dans le grade d'aide-major de 1^{ère} classe, et qui les promeuvent majors de 2^{ème} classe. C'est ensuite une circulaire du 7 mai 1915 qui ouvre des promotions à tout un ensemble de diplômés de l'enseignement supérieur^[19]; c'est aussi un important texte réglementaire issu, le 31 décembre 1915, du sous-secrétariat d'État du Service de santé militaire et paru au *Journal officiel* du 4 janvier 1916, qui prévoit la possibilité d'une promotion d'emblée à l'une des deux classes du grade de major pour les universitaires et les hospitaliers médecins et pharmaciens pourvus du certificat de capacité au grade d'aide-major et titulaires par ailleurs de rangs et d'anciennetés importants^[20]. Ces promotions sont appréciées; elles apparaissent normales mais il est regrettable que très peu de ces officiers aient été ensuite promus principaux de 2^{ème} classe (lieutenant-colonel), ce que leurs titres et leurs responsabilités justifiaient, en particulier pour ceux qui, comme Grélot et Girardet, ont été nommés adjoints aux directeurs du Service de santé de régions militaires.

Plusieurs des professeurs, agrégés et chargés de cours mettent leur compétence au service de la défense contre l'arme chimique ennemie par la mise au point d'appareils de protection ou par la préparation et l'étude des propriétés de nouveaux toxiques, en œuvrant dans les laboratoires de toxicologie divisionnaires comme Favrel et Girardet, les services parisiens comme la *Commission pour l'étude de la thérapeutique des intoxications par les*

gaz, Sartory par exemple, ou les services parisiens de l'*Inspection des études et expériences chimiques* (Douais, Damiens), les centres médico-légaux, comme Varenne dans celui de Nancy. De plus, plusieurs cadres et élèves se livrent à des recherches personnelles dans ce domaine. Il faut citer ici la proposition par Favrel et Laviaille d'un masque plus actif contre la chloropicrine que le masque M2 qui a été adopté et généralisé, la proposition par le jeune diplômé Royer d'un autre modèle de masque, et les études de toxicité effectuées par l'infirmier puis "pharmacien-médecin" auxiliaire Cordebard sur le front dans le département de la Meuse^[21].

Le bilan scientifique

Au terme de la guerre, l'activité de l'École peut se mesurer de plusieurs manières. L'une d'entre elles est l'établissement de son bilan scientifique. Celui-ci se définit en nombre de publications, de conférences, de rapports, d'ouvrages et de soutenances de thèses. La guerre est en effet l'occasion pour les professeurs, pour les jeunes diplômés et pour les élèves de mettre en forme des observations effectuées dans le cadre de leurs affectations et de leurs missions. Les membres du personnel enseignant rédigent, spontanément ou à la demande du commandement, des rapports qui sont destinés aux autorités, et ils publient des notes comme ils le faisaient auparavant. Pour leur part, les jeunes diplômés préparent assez aisément une thèse de doctorat d'université. La situation est plus difficile pour les élèves qui sont surtout attentifs à la poursuite et à la conclusion de leurs études et qui écrivent plutôt des publications. Envisageons successivement les différents types de travaux réalisés et publiés.

Plusieurs thèmes de recherches^[22] sont abordés par les cadres de l'École, soit à Nancy, soit sur le front, soit dans la "zone de l'Intérieur". Le premier de ces thèmes est la mise au point de méthodes de détection des simulations de maladies ou de symptômes employées par les soldats en vue d'obtenir un éloignement des zones de combat par une hospitalisation, et même une réforme temporaire, voire définitive. Plusieurs simulations sont possibles : la création d'une albuminurie par l'injection intravésicale d'ovalbumine ; la création d'un pseudo-ictère par l'ingestion d'acide picrique, produit qui se trouve assez aisément car il est utilisé dans le traitement des brûlures ; la création d'une tachycardie artificielle par l'ingestion d'une quantité importante de café ou de thé fort, voire de caféine peu de temps avant l'examen clinique ; la création d'abcès artificiels par l'injection sous-cutanée de pétrole ou d'essence de térébenthine. Hollande consacre un nombre important de notes à ces différentes simulations, cependant que le professeur Grélot s'intéresse particulièrement au problème posé par la détection de l'acide picrique.

Les épidémies dues au conflit constituent le second grand sujet de préoccupation. Une épidémie de typhoïde et de fièvres paratyphoïdes éclate dans la Woëvre dès le début de la campagne et elle n'est pas éradiquée avant le printemps 1915. Il faut compter aussi avec la rougeole, la variole, les cas de tétanos dus à la contamination tellurique des plaies de guerre, puis, à la fin du conflit, la grande et catastrophique épidémie de grippe. Au début du conflit, Sartory et ses collaborateurs, en particulier Lasseur, Jouffroy et Daguin, en étroite association avec Spillmann, agrégé libre de la Faculté de médecine, consacrent une part importante de leur activité à la typhoïde, aux états typhoïdiques et à la diphtérie. Plusieurs publications et thèses sont issues de ces travaux, ainsi que des discussions, quelquefois âpres, menées au cours des séances hebdomadaires tenues à l'hôpital civil par la *Société de médecine de Nancy*^[23]. La question de la qualité de l'eau de boisson des combattants, et celle des maladies infectieuses contractées par les soldats soit en opération, soit dans les autres circonstances de leur vie, se rattachent à cette problématique, et plusieurs thèses sont consacrées à ces différents sujets.

La question du "pied de tranchée" et celle de la bactériologie des plaies de guerre sont proches du sujet précédent. Le pied de tranchée sévit beaucoup dans les troupes françaises, et son origine, qui est attribuée à de nombreuses causes, est toujours mal comprise actuellement. Sa conséquence est une inaptitude temporaire et qui peut devenir définitive en cas de perte d'orteil(s). Sartory travaille sur les maladies cryptogamiques qui atteignent les pieds des "Poilus" cependant que Bruntz se pose la question de l'origine alimentaire de l'affection. Avec Spillmann, déjà cité, il étudie les effets d'une avitaminose B sur son apparition et, ensemble, ils recommandent d'améliorer les conditions d'alimentation des soldats, chose difficile sur les lignes de contact et dans les tranchées, en accroissant la ration d'aliments frais et crus...

Pour leur part, les plaies de guerre sont très fréquemment contaminées par des germes d'origines variées et principalement telluriques. Sartory, en sa qualité de bactériologiste, s'intéresse à cette question et publie en 1917 un petit ouvrage sur ce sujet. Plusieurs de ses notes aux journaux scientifiques et médicaux y sont également consacrées, ainsi que la thèse de Sari, soutenue en 1919 et dévolue à l'emploi des chloramines et du liquide de Dakin dans cette indication.

Plusieurs études sur la défense contre l'arme chimique sont menées au sein de l'École. La première porte sur les effets histologiques des produits lacrymogènes employés au début de la guerre, avant avril 1915. Elle est réalisée par Bruntz associé à un agrégé de la Faculté de médecine, Busquet, qui est lui-même chargé de cours à l'École, et elle est le sujet d'un rapport envoyé au commandement.

Ultérieurement, des travaux sont menés par le professeur Favrel et le chargé de cours Laviaille. Elles portent, comme déjà indiqué, sur la mise au point d'un masque plus efficace que le masque M2 contre la chloropicrine, mais que le commandement refuse. De leur côté, Laviaille et Varenne, améliorent une méthode de dosage des cyanures. Enfin Chamagne se consacre à l'extraction du brome des eaux des mers et des salines. Le procédé qu'il met au point est classé "secret" par le ministère chargé des fabrications de guerre, si bien que la thèse qu'il présente sur ce sujet n'est soutenue qu'en juillet 1920 !

Enfin, d'autres travaux sont issus des préoccupations et des constatations faites au cours du conflit, sans qu'ils soient directement liés à des sujets militaires. C'est le cas de nombreuses techniques de biologie clinique, qui sont mises au point ou seulement améliorées, et qui permettent d'effectuer le diagnostic des pathologies et de suivre l'évolution de l'état des malades et des blessés. Ces réalisations sont surtout le fait de Hollande et de Sartory.

Aussi, au moment de l'Armistice, et plus encore quelques mois plus tard, certaines publications étant parues entre-temps, le bilan scientifique de l'École apparaît-il particulièrement riche compte tenu du faible nombre d'auteurs considéré et des conditions difficiles dues au conflit. Plus de cent publications scientifiques ont été publiées. Le nombre le plus important est dû à Sartory avec cinquante-cinq notes, ouvrages et articles de revue dans les domaines de la bactériologie, de la cryptogamie et de la mycologie^[24]. Après lui "vient" Hollande, dont le palmarès s'établit à trente-cinq notes, principalement dévolues à la question des simulations et aux méthodes de la biologie clinique^[25]. Les autres personnels de l'École, y compris des préparateurs, sont aussi des auteurs, mais ils n'ont à leur actif qu'un nombre restreint de notes, voire une seule, comme le préparateur délégué Cordebard. Mais rien ne doit être négligé et tout travail montre le dévouement des uns et des autres.

Il faut aussi rappeler les ouvrages rédigés par Sartory sur les plaies et surtout sur les champignons, les rapports composés spontanément ou à la demande du commandement, et qui, non publiés et jamais étudiés à ma connaissance, ne sont pas connus. Sont-ils conservés au Service historique de la Défense ou dans les Archives du Service de santé au Val-de-Grâce ? C'est une question qui n'est pas anodine en cette période du centenaire du conflit.

Vingt-et-une thèses de doctorat d'université en pharmacie sont soutenues pendant le conflit et l'année 1919. Parmi elles, onze sont consacrées à des sujets intéressant la guerre et la défense nationale. Quelques sujets méritent d'être cités avec leurs auteurs : *Organisation et fonctionnement du service pharmaceutique de l'Armée* (Varenne), *Étude bactériologique des eaux d'un secteur lorrain en 1914-1915* (Daguin), *Contribution à l'étude bactériologique des affections typhoïdes et*

paratyphoïdes au cours de la campagne 1914-1915 (Jouffroy), Les chloramines et le liquide de Dakin dans le traitement des plaies de guerre (Sari), Contribution à l'étude d'une nouvelle méthode de préparation du brome par traitement de l'eau des mers ou des eaux minérales de faible concentration en brome (Chamagne).

Le conflit est aussi l'occasion pour l'École d'entamer une collaboration scientifique avec la Faculté de médecine, collaboration qui ne s'était pas produite auparavant et qui, malheureusement, ne se poursuivra pas longtemps après. Les thèmes sont cités plus haut : la typhoïde et les fièvres qui s'y rattachent, par Sartory, Spillmann et Lasseur ; les gaz lacrymogènes par Bruntz et Busquet ; et l'étiologie du pied de tranchée par Bruntz et Spillmann. Ceci ne représente cependant qu'un nombre restreint d'auteurs dont plusieurs sont concernés par deux sujets.

Le bilan matériel

L'École est victime d'un bombardement le 12 février 1918 en début de soirée, et plusieurs de ses locaux subissent d'importants dégâts^[26]. Un départ d'incendie est combattu avec succès par le pharmacien aide-major Jouffroy^[27] qui est de garde au laboratoire militaire de bactériologie. Les réparations minimales sont réalisées en quelques jours, grâce à l'aide apportée par le Service de santé militaire et en raison d'une part de l'existence de plusieurs laboratoires militaires dans ses locaux, et d'autre part de l'organisation prochaine d'une session de préparation de jeunes étudiants à l'examen d'aptitude au grade de pharmacien auxiliaire, si bien que les différentes activités peuvent reprendre rapidement.

Toutefois ces bombardements conduisent le gouvernement à prononcer l'évacuation de la ville et la fermeture de l'Université. L'École obtient un sursis en vue de procéder à une session d'examens, et la fermeture n'est pas totale à cause du fonctionnement des laboratoires militaires. Elle reste néanmoins officiellement fermée pendant tout le semestre et elle ne ré-ouvre pas au moment de la rentrée, début novembre 1918, en raison du manque de personnels enseignants, ce qui entraîne le départ d'étudiants... Un autre bombardement frappe les bâtiments universitaires, cette fois rue de Serre, le 31 octobre 1918, et l'École en est indirectement la victime.

L'Armistice étant intervenu et la question des réparations définitives se posant, le bilan est considéré comme lourd. Aux destructions directes intervenues le 12 février 1918 s'ajoutent les dégâts indirects dus au bombardement du 31 octobre. La mise en place des réparations est compliquée par le fait que le bâtiment a plusieurs propriétaires et qu'il est indispensable d'évaluer la part de chacun dans les destructions puis dans les dommages de guerre... Il faut aussi

envisager la récupération, la réparation et la ré-installation du matériel ou son rachat ainsi que la remise en état des locaux d'enseignement et de recherche qui ont subi, comme on s'en doute, des ré-aménagements et certainement aussi des dégradations à l'occasion de leur usage comme laboratoires militaires pendant un temps assez prolongé.

Le bilan humain

Paradoxalement, il apparaît aujourd'hui très difficile d'indiquer de manière définitive le nombre des victimes qu'à la fin de 1918 l'École déplore parmi ses élèves en cours de scolarité et parmi ses anciens élèves. En effet, les chiffres diffèrent selon les sources. Le compte rendu de la première séance de l'assemblée de l'École, qui se tient le 26 février 1919, indique sept tués à l'ennemi et treize blessés^[28]. Un peu plus tard, en 1920, le *Livre d'Or* allonge ces listes à huit élèves tués et dix-sept blessés^[29]. Pour sa part, le *Bulletin de l'Association des anciens étudiants*, qui contient le compte rendu de l'assemblée générale du 13 juin 1920, présente une importante liste de confrères décédés au cours de la guerre^[30]. Parmi ceux-ci, s'il en est de nombreux qui sont morts de maladies ou d'autres causes connues, il en est plusieurs pour qui, assurément et compte tenu de ce qu'indiquent les notices nécrologiques^[31], le décès est une conséquence directe de blessures ou de lésions dues à la guerre, si bien que deux, voire trois noms peuvent être ajoutés dans les listes précédentes. J'ai par ailleurs trouvé un autre élève en pharmacie, qui était en même temps répétiteur à l'*École professionnelle de l'Est* et qui a été tué dans les rangs du 149^{ème} régiment d'infanterie le 25 août 1914 à Nossoncourt dans le département des Vosges, mais qui ne figure sur aucune des listes précédentes...

Le *Livre d'Or* mentionne que cinquante-deux citations sont venues récompenser les mérites des élèves dont deux ont reçu la Légion d'honneur et trois la médaille militaire. Trois professeurs ont été nommés chevaliers de la Légion d'honneur : Favrel, Grélot et Sartory qui s'est grandement distingué dans l'enseignement et dans son activité militaire, d'abord en bactériologie à Nancy, puis dans des travaux sur le traitement des intoxications par l'arme chimique au sein des structures installées à Paris. Le *Livre d'Or* mentionne enfin le nom de toutes les personnes qui sont attachées à l'École et qui ont été citées et décorées en France et à l'étranger.

Quelles sont les affectations ayant justifié les citations des élèves en cours de scolarité ou récemment diplômés ? Dix étaient infirmiers ou brancardiers, vingt-trois pharmaciens auxiliaires et neuf aide-majors. Deux, à la fois pharmaciens et médecins, étaient médecins aide-majors. Huit ont servi dans l'infanterie dont trois comme officiers et un comme sous-officier. Pour quelles activités ont-ils

été récompensés ? La relève des blessés concerne la majorité des citations : trente-deux. Le service dans les groupes de brancardiers divisionnaires constitue la seconde raison avec dix cas, et le combat en justifie cinq, ce qui est logique compte tenu du faible nombre de fantassins parmi les élèves.

Une plaque commémorative dédiée aux "Anciens étudiants et étudiants morts pour la Patrie" est apposée dans les locaux de l'École le 6 septembre 1919. Encore présente actuellement dans la hall de la Faculté, rue Albert-Lebrun, elle comporte treize noms de victimes militaires et civiles. L'examen attentif de ces noms montre que malheureusement plusieurs erreurs ont été introduites dans la liste par celui qui l'a constituée, puisqu'au moins un nom n'a pas à y figurer, et qu'au contraire plusieurs noms n'y sont pas présents alors qu'ils devraient s'y trouver !

Ce bilan comporte aussi tous les changements intervenus pendant et à l'issue du conflit dans le personnel enseignant de l'École qui devient faculté en 1920. Les plus notables doivent être signalés. Au cours du conflit, les chargés de cours magistraux Lavalie et Sartory sont nommés professeurs titulaires dans les deux chaires qu'ils occupaient à titre précaire depuis quelques années. Ils vont tous les deux continuer leur brillante carrière à Strasbourg en 1919 au moment de la reconstitution de l'Université alsacienne. Ceci est particulièrement vrai pour Sartory^[32]. Il faut aussi mentionner le départ de Girardet, agrégé libre et chef de travaux, ce qui prive l'École d'un ardent promoteur de l'enseignement de la pharmacie industrielle. Il est remplacé par le tout jeune diplômé Cordebar, qui faisait fonction de préparateur au moment de la mobilisation de 1914 et que ses activités sur le front meusien puis dans les hôpitaux ont bien préparé à sa tâche.

L'École est heureuse et fière d'avoir compté, au cours de ces années, cent soixante-quatre élèves, qui ont pris deux cent vingt-neuf inscriptions trimestrielles, subi deux cent quatre examens et obtenu soixante-quatorze diplômes^[33], ce qui a rapporté une somme conséquente, mais qui n'est rien face au coût de la guerre...

Les suites et les conséquences de la guerre. Conclusion

L'École supérieure de pharmacie de Nancy peut être légitimement fière de son activité pendant ces années de guerre. A son issue, c'est grâce à son directeur que des négociations sont engagées en vue de la transformation des écoles supérieures en facultés, et il est sûr que le professeur Bruntz^[34], qui pensait à cela depuis des années, a évoqué le bilan très positif de l'École qu'il avait si bien dirigée pendant ces cinquante-deux mois, à proximité du front et sous les bombardements. Cette érection au rang de faculté est obtenue dès le 14 mai

1920. Elle constitue une conséquence indirecte du conflit, et ses conditions ont été exposées dans une précédente communication^[35].



Bibliographie et notes

- [1] Liste du personnel enseignant de l'École figurant dans une thèse soutenue le 27 avril 1914.
- [2] "Statistiques des étudiants en pharmacie", *Bulletin des sciences pharmacologiques*, 1914, vol. 21, p. 163 (annexes).
- [3] "Affectation du personnel de l'École supérieure de pharmacie de Nancy", *Bulletin des sciences pharmacologiques*, 1915, vol. 22, p. 70 (annexes).
- [4] Lasausse E., "Le Professeur Félix Marguery (1875-1946)", *Annales pharmaceutiques françaises*, 1946, vol. 4, p. 11-12.
- [5] Weitz R., "Le Professeur Philippe Lasseur (1882-1946)", *Annales pharmaceutiques françaises*, 1946, vol. 4, p. 10-11.
- [6] *Rapport annuel du Conseil de l'Université et comptes rendus des facultés et école*, Coubé, Nancy, 1916-1917, p. 133.
- [7] *Rapport annuel...*, op. cit., 1913-1914, p. 128 ; 1915-1916, p. 109 ; 1917-1919, p. 143 (l'éditeur n'est pas le même chaque année).
- [8] *Rapport annuel...*, op. cit., Coubé, Nancy, 1918-1919, p. 144-145.
- [9] *1872-1972 association des anciens élèves de la faculté de pharmacie de Nancy, annuaire des promotions et des diplômés*, Paradis, Lunéville, 1972, p. 46-48.
- [10] *Rapport annuel...*, op. cit., 1913-1914, p. 137-138 ; 1914-1915, p. 137-138 ; 1915-1916, p. 112 ; 1916-1917, p. 134 et 1917-1919, p. 138.
- [11] *Rapport annuel...*, op. cit., Colin, Nancy, 1913-1914, p. 129-130.
- [12] *Rapport annuel...*, op. cit., Coubé, Nancy, 1916-1917, p. 134.
- [13] Labrude P., "La création d'un laboratoire de pharmacie industrielle et la tentative de délivrance d'un diplôme spécialisé à l'École supérieure de pharmacie de Nancy au début du siècle", *Bulletin de liaison de l'Association des amis du musée de la pharmacie*, Montpellier, 1991, n° 16, p. 45-54.
- [14] *Rapport annuel...*, op. cit., Coubé, Nancy, 1917-1919, p. 146.
- [15] Toraude L.G., "La défense sanitaire des troupes combattantes. La nomination des pharmaciens auxiliaires", *Bulletin des sciences pharmacologiques*, 1915, vol., 22, p. 97-100 (annexes), ici p. 100.

- [16] *Discours prononcés le 27 octobre 1938 au cours de la cérémonie organisée par ses confrères à l'occasion de la promotion de Henri Cordebard pharmacien dans l'Ordre de la Légion d'honneur*, Berger-Levrault, Nancy-Paris-Strasbourg, 1939, p. 2.
- [17] "Les nominations de pharmaciens auxiliaires", *Répertoire de pharmacie*, 1916, vol. 28, p. 178 (emploi en qualité de médecins auxiliaires).
- [18] *Rapport annuel...*, op. cit., 1916-1917, p. 138-139, et 1917-1919, p. 143-144.
- [19] Toraude L.G., "La situation des pharmaciens...", *Bulletin des sciences pharmacologiques*, 1915, vol. 22, p. 49-51 (annexes).
- [20] "Utilisation du corps médical et pharmaceutique des facultés de médecine et des hôpitaux", *Bulletin des sciences pharmacologiques*, 1916, vol. 23, p. 20-21 (annexes).
- [21] Freund H., *Henri Cordebard, un pharmacien célèbre. Vie, oeuvre, dosage de l'alcool dans le sang*, thèse de diplôme d'État de docteur en pharmacie, Nancy, 1991, p. 10.
- [22] Labrude P., "L'implication de l'École supérieure de pharmacie de Nancy dans la recherche scientifique et technique au cours de la Grande Guerre", dans *Conflits et progrès scientifiques et techniques en Lorraine*, actes du colloque des 17 et 18 octobre 2014 organisé à Metz par le Comité d'histoire régionale (sous la direction de L. Jalabert et V. Muller), Edhisto, Moyenmoutier, 2015, p. 89-103.
- [23] *Bulletin de la Société de médecine de Nancy - Comptes rendus des séances tenues pendant la guerre*, 1915, vol. 1, Crépin-Leblond, Nancy, en particulier p. 114, 151-167, 171-209, 216-217, 224, 245, 263-270, 486-501, 509-510, 518, 536-547, 611-618 et 651-658.
- [24] Sartory A., *Complément à l'exposé des titres et travaux scientifiques*, Albert Barbier, Nancy, 1914, fonctions militaires 1914-1918 et publications 1915-1918 (n° 161 à 215), sans date (sans doute 1918), 5 pages.
- [25] Hollande A.C., *Exposé des titres et travaux scientifiques*, Crépin-Leblond, Nancy, 1919, 55 pages.
- [26] Bruntz L., "Le bombardement de l'École supérieure de pharmacie de Nancy", *Bulletin des sciences pharmacologiques*, 1919, vol. 26, p. 87-92.
- [27] Paul Jouffroy a poursuivi une carrière universitaire et hospitalière à Besançon. Quelques mots lui sont consacrés dans : "Le Professeur Paul Jouffroy (1880-1943)", *Annales pharmaceutiques françaises*, 1943, vol. 1, p. 129.
- [28] Archives de la Faculté de pharmacie de Nancy, registre non paginé des procès-verbaux des assemblées, du 17 juillet 1913 au 14 mars 1946, séance du 26 février 1919.
- [29] *Livre d'Or de la Faculté de pharmacie*, Coubé et fils, Nancy, 1920, 20 pages.

- [30] "Allocution du président de l'association" (professeur Favrel), *Bulletin de l'Association des anciens étudiants de la Faculté de pharmacie de Nancy*, 1914-1920, n° 8, p. 2-7 (l'École pendant la guerre, assemblée générale du 13 juin 1920).
- [31] Daclin L., "Notices nécrologiques", *Bulletin de l'Association des anciens étudiants de la Faculté de pharmacie de Nancy*, 1914-1920, n° 8, p. 15-41.
- [32] Lambin S., "Le Doyen Auguste Sartory (1881-1950)", *Annales pharmaceutiques françaises*, 1953, vol. 11, p. 310-313.
- [33] "Discours de M. le Doyen Bruntz", *Bulletin de l'Association des anciens étudiants de la Faculté de pharmacie de Nancy*, 1914-1920, n° 8, p. 10-13.
- [34] François M.-T., "Le Recteur Louis Bruntz (1877-1944)", *Annales pharmaceutiques françaises*, 1945, vol. 3, p. 100-102.
- [35] Labrude P., "La position de Nancy face à l'épineuse question de la reconstitution de l'École supérieure de pharmacie de Strasbourg, et sa conséquence : la transformation des écoles en facultés", *Mémoires de l'Académie de Stanislas, Nancy*, 2010-2011, 8^e série, vol. 25, p. 409-429.